



Conseil de sécurité

Distr. générale
25 janvier 2002
Français
Original: anglais

Lettre datée du 24 janvier 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

Le Comité contre le terrorisme a reçu l'additif suivant au rapport présenté par le Bélarus en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (S/2001/1268) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

[Original : russe]

**Lettre datée du 22 janvier 2002, adressée au Président
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
par le Représentant permanent du Bélarus
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint des appendices au rapport présenté par la République du Bélarus au Comité contre le terrorisme, le 21 décembre 2001, en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, dans lesquels figurent le texte de la loi de la République du Bélarus sur la lutte contre le terrorisme (voir appendice 3) adoptée par la Chambre des représentants de l'Assemblée nationale de la République du Bélarus le 11 décembre 2001 et entérinée par la Chambre haute de l'Assemblée nationale – le Conseil de la République – le 20 décembre 2001, ainsi que des propositions de la République du Bélarus concernant l'assistance technique au Bélarus aux fins de l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir appendices 1 et 2).

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sergei Ling

Appendice 1

Aide à la dotation en matériel technique des postes frontière de la République du Bélarus

Dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés, le Comité d'État des troupes frontalières de la République du Bélarus s'attache à faire appliquer la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité et d'autres textes normatifs sur la lutte contre le terrorisme adoptés par la République du Bélarus, ainsi qu'à combattre le trafic de drogues et l'immigration clandestine.

À cette fin, il a récemment mis en oeuvre un ensemble de mesures d'ordre organisationnel et technique.

Premièrement, il a pris des mesures pour doter les services chargés du contrôle des frontières de techniques modernes de contrôle frontalier, de moyens informatiques, de systèmes de documentation et de matériel de réception et de transmission de l'information, grâce auxquels les troupes frontalières sont beaucoup mieux à même de mettre la main sur les personnes qui ont des liens avec des organisations terroristes ou qui cherchent à entrer dans le pays clandestinement.

Deuxièmement, en vue de la détection des armes, munitions et matériel destinés à des actes de sabotage ou de terrorisme cachés dans des véhicules, les services chargés du contrôle des frontières sont en train d'être dotés de matériel d'inspection des véhicules.

Troisièmement, des services tout à fait nouveaux, tels que des laboratoires d'analyse des documents, ont été créés, ce qui permet aux troupes frontalières de détecter beaucoup plus facilement les faux documents les plus sophistiqués.

Quatrièmement, les postes frontière commencent à être équipés de matériel moderne de maintien de l'ordre.

En décembre 2000, le poste frontière « Kamenii Log » (neuvième couloir de transport) a été le premier à être équipé d'un système intégré comprenant un système de signalisation des périmètres, un système de surveillance vidéo et un réseau local. Ce premier système moderne de contrôle du maintien de l'ordre aux postes frontière de la République du Bélarus est pratiquement complet. Un système semblable est en train d'être mis en place au poste « Novaïa Gouta » (neuvième couloir de transport).

En outre, la mise en place de systèmes informatisés de contrôle des frontières s'est poursuivie. L'informatisation du fonctionnement des postes frontière permettra d'accroître leur capacité, améliorera la qualité des services aux usagers et facilitera la recherche des personnes auxquelles s'intéressent les services de maintien de l'ordre.

En 2000-2001 ont été menés des travaux d'informatisation des postes frontière « Varchavskii Most » et « Brest – Passajirskaja Stantsia » (deuxième couloir de transport).

Cela étant dit, les moyens financiers ne suffisent pas, actuellement, pour doter de l'équipement technique nécessaire tous les postes frontière de la République du Bélarus et donc pour lutter efficacement contre le terrorisme, le trafic de drogues et l'immigration clandestine.

Pour pouvoir doter les postes frontière des moyens techniques nécessaires à une surveillance plus efficace de la frontière d'État de la République du Bélarus, le Comité d'État des troupes frontalières a besoin du matériel suivant.

Matériel dont doivent être dotés les postes frontière de la République du Bélarus

<i>Numéro</i>	<i>Objet</i>	<i>Matériel</i>
1.	Informatisation du contrôle des frontières	<ul style="list-style-type: none"> – Matériel informatique (ordinateurs personnels, scanners, imprimantes, modems) – Matériel de mise en réseau et câblage – Logiciels informatiques
2.	Dotation des laboratoires de criminalistique en matériel d'analyse des documents	<ul style="list-style-type: none"> – Matériel spécialisé pour le contrôle des documents – Matériel de bureautique – Matériel informatique – Matériel de photodocumentation
3.	Dotation des postes frontière en matériel de contrôle des frontières et de bureautique	<ul style="list-style-type: none"> – Matériel de base pour le contrôle des documents – Matériel d'inspection des véhicules – Matériel spécialisé pour le contrôle des documents – Matériel de réception, de transmission, de traitement et d'analyse de l'information
4.	Équipement des principaux postes frontière	<ul style="list-style-type: none"> – Système informatisé de reconnaissance des numéros d'immatriculation des véhicules

Note : La République du Bélarus compte 32 postes frontière accessibles aux véhicules automobiles.

Appendice 2

Aide à la dotation en matériel technique de la brigade mobile de protection de la frontière d'État de la République du Bélarus

Le matériel et les moyens techniques décrits ci-dessous sont nécessaires au fonctionnement de la brigade de protection de la frontière d'État de la République du Bélarus.

1.1 Centre de commandement mobile. Prévu pour quatre hommes et doté de tableaux de commande des capteurs situés le long de la frontière, d'une radio pour les communications avec les postes de garde et autres postes de commande des troupes frontalières de la République du Bélarus (y compris le Comité d'État des troupes frontalières et les forces d'intervention spéciale).

1.2 Mobile home pour le personnel. Devant servir de moyen de transport et de logement pour le personnel, ayant une capacité de quatre personnes, et pouvant aussi transporter un groupe électrogène.

1.3 Voiture destinée à l'administration. Pour l'usage officiel de la direction; pouvant transporter jusqu'à six personnes (notamment des fonctionnaires qui travaillent par postes ou des personnes qui ont été arrêtées). Aux fins du transport des personnes arrêtées, les sièges avant et arrière doivent être séparés par une grille.

1.4 Voitures pour les poursuites. Quatre voitures spéciales à quatre portes et à quatre roues motrices, avec phares de police détachables, dispositifs de vision nocturne, détecteurs de métaux, radiophare et tableau de commande des capteurs.

1.5 Capteurs, notamment des capteurs extérieurs à ondes ultracourtes (infrarouges, magnétiques, sismiques) avec champ de vision étroit et grand rayon d'action (environ 100 mètres), dispositif de commande à distance et possibilité de retransmission sans fil du signal d'alarme, jusqu'à 15 kilomètres, au moyen d'un répéteur.

La brigade mobile a également besoin du matériel suivant :

1. Nécessaire d'analyse des stupéfiants (valise);
2. Nécessaire d'analyse rapide des stupéfiants (permettant d'identifier rapidement et de façon fiable les stupéfiants : cocaïne, procaïne, tétracaïne, méthadone, marijuana, THC, LSD, hachisch);
3. Batterie de tests de mise en évidence/détection/identification des stupéfiants (divers);
4. Nécessaire de criminalistique;
5. Instruments d'optique (jumelles) à réglage électronique, avec possibilité de déterminer la distance à l'objet et vision nocturne;
6. Instrument portable de détection de la chaleur (permet de détecter un individu grâce à la chaleur qu'il dégage, à une distance de 1,7 kilomètre);
7. Dispositifs de prélèvement et d'analyse des microparticules et des vapeurs de substances explosives, stupéfiants et substances toxiques.

Liste de matériel

<i>Numéro</i>	<i>Description</i>	<i>Quantité</i>
1.	Voiture pour le centre de commandement mobile	1
2.	Voiture destinée à l'administration	1
3.	Mobile home	1
4.	Voiture pour les poursuites	4
5.	Groupe électrogène	1
6.	Remorque avec groupe électrogène	1
7.	Ensemble de capteurs	1
8.	Détecteur passif linéaire à infrarouge (pour l'extérieur)	4
9.	Répéteur (pour les signaux des capteurs)	4
10.	Tableau de commande des capteurs pour le centre de commandement	1
11.	Ordinateur personnel	1
12.	Système informatisé de contrôle des documents	1
13.	Détecteur de métaux (manuel)	2
14.	Radio à ondes courtes	1
15.	Radio à ondes ultracourtes avec dispositif de brouillage (pour véhicules)	7
16.	Balayeur d'ondes ultracourtes	7
17.	Récepteur GPS	7
18.	Radio portative à ondes ultracourtes avec batterie et dispositif de brouillage	15
19.	Téléavertisseur	15
20.	Dispositif de vision nocturne	4
21.	Réducteur de vitesse (portatif)	4
22.	Dispositif électronique d'arrêt (un par voiture de poursuite)	4
23.	Dosimètre individuel portatif	30
24.	Lanterne puissante (deux par voiture de poursuite)	8
25.	Projecteur (pour voiture)	4
26.	Nécessaire d'enquête et de criminalistique	1
27.	Dispositif de prélèvement et d'analyse des microparticules et des vapeurs de substances explosives, stupéfiants et substances toxiques	1
28.	Ordinateur portable	1

Caractéristiques communes à tous les véhicules

- Moteurs diesel (carburant disponible au Bélarus);
- Moteurs d'une cylindrée supérieure à la norme habituelle;
- Les véhicules doivent être équipés de radiophares télécommandés pouvant fonctionner dans les régions reculées de la République du Bélarus;
- Chaque capteur doit être accompagné du matériel d'essai et de réparation nécessaire;
- Toutes les composantes électroniques doivent être conformes aux normes électriques européennes : 12 volts et de 220 à 240 volts.

Добавление 3

ЗАКОН РЕСПУБЛИКИ БЕЛАРУСЬ

3 января 2002 г. № 77-З

О БОРЬБЕ С ТЕРРОРИЗМОМ

Принят Палатой представителей 11 декабря 2001 года Одобрен
Советом Республики 20 декабря 2001 года

ГЛАВА 1

ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 1. Правовая основа борьбы с терроризмом

Правовую основу борьбы с терроризмом составляют Конституция Республики Беларусь, Уголовный кодекс Республики Беларусь, настоящий Закон, другие акты законодательства Республики Беларусь, международные договоры Республики Беларусь.

Статья 2. Основные принципы борьбы с терроризмом

Борьба с терроризмом в Республике Беларусь основывается на принципах:

- законности;
- приоритета мер по предупреждению терроризма;
- неотвратимости наказания за осуществление террористической деятельности;
- сочетания гласных и негласных методов борьбы с терроризмом;
- комплексного использования профилактических, правовых, политических, социально-экономических и пропагандистских мер;
- приоритета защиты прав лиц, подвергшихся опасности в результате террористической акции;
- минимальных уступок террористу;
- единоначалия в руководстве силами и средствами, привлекаемыми для проведения контртеррористических операций;
- информирования общественности о террористической акции и проведении контртеррористических операций.

Статья 3. Основные термины и их определения

Для целей настоящего Закона применяются следующие основные термины и их определения:

борьба с терроризмом - деятельность по предупреждению, выявлению, пресечению и минимизации последствий террористической деятельности;

гражданин - гражданин Республики Беларусь, иностранный гражданин или Лицо без гражданства, если иное не оговорено в настоящем Законе;

заложник - физическое лицо, захваченное и (или) удерживаемое в целях понуждения государства, организации или отдельных граждан совершить какое-либо действие или воздержаться от совершения какого-либо действия как условие

освобождения указанного лица;

зона проведения контртеррористической операции - отдельные участки местности или акватории, транспортное средство, здание, сооружение, помещение и прилегающие к ним территории или акватории, в пределах которых проводится указанная операция;

контртеррористическая операция - специальные мероприятия, направленные на пресечение террористической акции, проводимые в целях обеспечения интересов государства, безопасности граждан, обезвреживания террористов, а также минимизации последствий террористической акции;

международная террористическая деятельность - террористическая деятельность, осуществляемая террористом или террористической организацией на территории более чем одного государства или наносящая ущерб интересам более чем одного государства, гражданами одного государства в отношении граждан другого государства или на территории другого государства, в случае, когда террорист и жертва терроризма являются гражданами одного и того же государства или разных государств, но преступление совершено за пределами территорий этих государств;

терроризм - совершение взрыва, поджога или иных действий, создающих опасность гибели людей, причинения им телесных повреждений, причинения ущерба в крупном размере или наступления иных тяжких последствий, в целях устрашения населения, либо оказания воздействия на принятие решений государственными органами, либо воспрепятствования политической или иной общественной деятельности, а равно угроза совершения указанных действий в этих же целях; посягательство на жизнь государственного или общественного деятеля, совершенное в связи с его государственной или общественной деятельностью с целью дестабилизации общественного порядка, либо воздействия на принятие решений государственными органами, либо воспрепятствования политической или иной общественной деятельности, либо из мести за такую деятельность; организация совершения либо совершение на территории иностранного государства взрыва, поджога или иных действий, направленных на уничтожение людей или причинение им телесных повреждений, разрушение или повреждение зданий, сооружений, путей и средств сообщения, средств связи или другого имущества с целью провокации международных осложнений, войны или дестабилизации внутреннего положения этих государств, либо убийство или причинение телесных повреждений государственным или общественным деятелям иностранных государств, либо причинение вреда их имуществу с той же целью;

террорист - лицо, участвующее в террористической деятельности в любой форме;

террористическая акция - непосредственное совершение в целях терроризма взрыва, поджога, применения или угрозы применения ядерных взрывных устройств, радиоактивных, химических, биологических, взрывчатых, токсичных, отравляющих, сильнодействующих, ядовитых веществ; уничтожение, повреждение или захват транспортных средств или других объектов;

повреждение информационных систем, систем управления; посягательство на жизнь государственного или общественного деятеля, представителя национальных, этнических, религиозных или иных групп населения; захват и (или) удержание заложников, похищение человека; создание опасности причинения вреда жизни, здоровью или имуществу неопределенного круга лиц путем создания условий для аварий и катастроф техногенного характера либо реальной угрозы создания такой опасности; распространение угроз в любой форме и любыми средствами; совершение иных действий, создающих опасность для жизни и здоровья людей, причинения ущерба в крупном размере или наступления иных общественно опасных последствий;

террористическая группа - группа в количестве двух и более лиц, объединившихся в целях осуществления террористической деятельности;

террористическая деятельность - деятельность, включающая в себя организацию, планирование, подготовку и проведение террористической акции, подстрекательство к террористической акции, насилию над гражданами или организациями, к уничтожению материальных объектов в террористических целях, организацию незаконного вооруженного формирования, создание преступной организации, организованной группы для совершения террористической акции, а равно участие в такой акции, вербовку, вооружение, обучение и использование террористов, финансирование заведомо террористической организации или террористической группы или иное содействие им;

террористическая организация - преступная организация, созданная в целях осуществления террористической деятельности или признающая возможность использования в своей деятельности терроризма.

Статья 4. Международное сотрудничество Республики Беларусь в области борьбы с терроризмом

Республика Беларусь в соответствии с международными договорами сотрудничает в области борьбы с терроризмом с иностранными государствами, их правоохранительными органами и специальными службами, а также с международными организациями, осуществляющими борьбу с терроризмом.

Республика Беларусь, руководствуясь интересами обеспечения безопасности личности, общества и государства, осуществляет уголовное преследование на своей территории лиц, причастных к террористической деятельности, в том числе в случаях, когда террористические акции планировались либо проводились вне пределов Республики Беларусь, однако направлены против интересов Республики Беларусь, и в других случаях, предусмотренных международными договорами Республики Беларусь.

ГЛАВА 2
ОСНОВЫ ОРГАНИЗАЦИИ БОРЬБЫ С ТЕРРОРИЗМОМ

Статья 5. Цели борьбы с терроризмом

Борьба с терроризмом в Республике Беларусь осуществляется в целях:

защиты личности, общества и государства от терроризма;
предупреждения, выявления, пресечения террористической деятельности и минимизации ее последствий;
выявления и устранения причин и условий, способствующих осуществлению террористической деятельности.

Статья 6. Государственные органы, осуществляющие борьбу с терроризмом

Общее руководство борьбой с терроризмом и ее обеспечение осуществляют Президент Республики Беларусь и Совет Министров Республики Беларусь.

Субъектами, непосредственно осуществляющими борьбу с терроризмом в пределах своей компетенции, являются:

органы государственной безопасности Республики Беларусь;
органы внутренних дел Республики Беларусь;
Служба безопасности Президента Республики Беларусь;
Министерство обороны Республики Беларусь;
Государственный комитет пограничных войск Республики Беларусь.

Субъектами, участвующими в предупреждении, выявлении и пресечении террористической деятельности в пределах своей компетенции, являются и другие государственные органы, перечень которых определяется Советом Министров Республики Беларусь.

Координация деятельности субъектов, осуществляющих борьбу с терроризмом, проводится межведомственной комиссией, создаваемой Президентом Республики Беларусь, которая решает следующие основные задачи:

по поручению Президента Республики Беларусь разрабатывает основы государственной политики в области борьбы с терроризмом в Республике Беларусь и рекомендации, направленные на повышение эффективности работы по выявлению и устранению причин и условий, способствующих возникновению терроризма и осуществлению террористической деятельности;

осуществляет сбор и анализ информации о состоянии и тенденциях террористической деятельности на территории Республики Беларусь;

координирует деятельность государственных органов, осуществляющих борьбу с терроризмом, в целях достижения согласованности их действий по предупреждению, выявлению и пресечению террористических акций, а также выявлению и устранению причин и условий, способствующих подготовке и реализации террористических акций;

разрабатывает предложения о совершенствовании законодательства Республики Беларусь в области борьбы с терроризмом;

принимает участие в подготовке международных договоров

Республики Беларусь в области борьбы с терроризмом.

Статья 7. Компетенция субъектов, непосредственно осуществляющих борьбу с терроризмом

Органы государственной безопасности Республики Беларусь осуществляют борьбу с терроризмом посредством предупреждения, выявления, пресечения и раскрытия террористических акций, предупреждения, выявления и пресечения международной террористической деятельности;

осуществляют сбор информации о деятельности иностранных и международных террористических организаций;

проводят предварительное расследование по уголовным делам о преступлениях, направленных на достижение целей терроризма, отнесенным уголовно-процессуальным законодательством к их ведению.

Органы внутренних дел Республики Беларусь осуществляют борьбу с терроризмом посредством предупреждения, выявления и пресечения террористических акций в соответствии с их компетенцией, установленной законодательством Республики Беларусь.

Служба безопасности Президента Республики Беларусь осуществляет борьбу с терроризмом посредством обеспечения безопасности охраняемых лиц и защиты охраняемых объектов.

Министерство обороны Республики Беларусь обеспечивает охрану и оборону вооружения и военной техники Вооруженных Сил Республики Беларусь, военных объектов, а также принимает участие в проведении контртеррористических операций и обеспечении безопасности воздушного пространства Республики Беларусь.

Государственный комитет пограничных войск Республики Беларусь осуществляет борьбу с терроризмом посредством предупреждения, выявления и пресечения попыток пересечения террористами Государственной границы Республики Беларусь, а также незаконного перемещения через Государственную границу Республики Беларусь оружия, боеприпасов, взрывчатых, отравляющих, радиоактивных веществ и иных предметов, которые могут быть использованы в качестве средств совершения террористических акций, участвует в проведении контртеррористических операций.

Статья 8. Основные функции субъектов, осуществляющих борьбу с терроризмом

Государственные органы, перечисленные в статье 6 настоящего Закона, для борьбы с терроризмом в пределах своей компетенции разрабатывают и реализуют профилактические, режимные, организационные и иные меры предупреждения, выявления и пресечения террористической деятельности, создают и поддерживают в готовности ведомственные системы противодействия совершению террористических акций.

Субъекты, осуществляющие борьбу с терроризмом, взаимодействуют путем предоставления материально-технических и финансовых средств, информации, транспортных средств и средств связи, медицинского оборудования и медикаментов для проведения контртеррористической операции, а также в иных формах исходя из потребностей в области борьбы с терроризмом. Порядок предоставления материально-технических и финансовых средств, информации, транспортных средств и средств связи, медицинского оборудования и медикаментов определяется Советом Министров Республики Беларусь.

Статья 9. Содействие органам, осуществляющим борьбу с терроризмом

Государственные органы, иные организации и граждане должны оказывать содействие субъектам, осуществляющим борьбу с терроризмом, выполнять их требования и соблюдать правовой режим в зоне проведения контртеррористической операции.

Сообщение гражданами государственным органам о ставших известными им сведениях о террористической деятельности является долгом каждого и поощряется государством.

ГЛАВА 3 ПРОВЕДЕНИЕ КОНТРТЕРРОРИСТИЧЕСКИХ ОПЕРАЦИЙ

Статья 10. Управление контртеррористической операцией

Органом, ответственным за организацию контртеррористической операции, является Комитет государственной безопасности Республики Беларусь, если иное не установлено Президентом Республики Беларусь.

С учетом масштабов и степени общественной опасности, ожидаемых негативных последствий и характера террористической акции для непосредственного управления контртеррористической операцией Комитетом государственной безопасности Республики Беларусь может создаваться оперативный штаб, возглавляемый представителем Комитета государственной безопасности Республики Беларусь или Министерства внутренних дел Республики Беларусь в зависимости от того, компетенция какого органа будет преобладающей в проведении конкретной контртеррористической операции.

Порядок деятельности оперативного штаба по управлению контртеррористической операцией определяется положением, утверждаемым Советом Министров Республики Беларусь.

Комитет государственной безопасности Республики Беларусь может, не создавая оперативного штаба, поручить проведение контртеррористической операции субъектам, непосредственно осуществляющим борьбу с терроризмом, которые назначают руководителя контртеррористической операции.

Решения Комитета государственной безопасности Республики Беларусь по организации контртеррористической операции являются

обязательными для субъектов, непосредственно осуществляющих борьбу с терроризмом.

Руководитель оперативного штаба по управлению контртеррористической операцией (руководитель контртеррористической операции) может быть назначен Президентом Республики Беларусь.

Служба безопасности Президента Республики Беларусь в соответствии со своей компетенцией может создавать возглавляемый ее представителем оперативный штаб, порядок деятельности которого определяется Президентом Республики Беларусь.

Статья 11. Силы и средства, привлекаемые для проведения контртеррористической операции

Для проведения контртеррористической операции оперативный штаб по управлению контртеррористической операцией (руководитель контртеррористической операции) имеет право привлекать необходимые силы и средства государственных органов, которые в соответствии со статьей 6 настоящего Закона участвуют в предупреждении, выявлении и пресечении террористической деятельности.

Статья 12. Руководство контртеррористической операцией

Государственные органы, организации и граждане, привлекаемые для проведения контртеррористической операции, с момента начала указанной операции подчиняются руководителю оперативного штаба по управлению контртеррористической операцией (руководителю контртеррористической операции), и его решения для них являются обязательными.

Руководитель оперативного штаба по управлению контртеррористической операцией (руководитель контртеррористической операции) определяет границы зоны проведения контртеррористической операции, принимает решения об использовании привлекаемых для проведения указанной операции сил и средств, о ведении переговоров с террористами, об информировании общественности, а также по другим вопросам, связанным с проведением контртеррористической операции.

Вмешательство любого другого лица независимо от занимаемой должности в оперативное руководство контртеррористической операцией не допускается.

Статья 13. Правовой режим в зоне проведения контртеррористической операции

В зоне проведения контртеррористической операции лица, проводящие указанную операцию, имеют право:

принимать при необходимости меры по временному ограничению или запрещению движения транспортных средств и пешеходов на улицах и дорогах, по недопущению граждан и транспортных

средств, в том числе транспортных средств дипломатических представительств и консульских учреждений, на отдельные участки местности и объекты либо по удалению граждан с отдельных участков местности и объектов, а также по отбуксировке транспортных средств;

задерживать на срок до трех часов граждан в случае несанкционированного проникновения или попытки проникновения их в зону проведения контртеррористической операции для установления целей этих действий, а также задерживать граждан при отсутствии у них документов, удостоверяющих их личность, для установления личности;

входить беспрепятственно, при необходимости с повреждением запирающих устройств, в любое время суток в жилые и иные помещения граждан, на принадлежащие им земельные участки, в помещения и на территорию организаций независимо от форм собственности и осматривать их при преследовании лиц, подозреваемых в совершении террористической акции, а также при наличии достаточных оснований полагать, что там совершается или совершено преступление, ставящее под угрозу жизнь или здоровье граждан, с последующим уведомлением об этом прокурора в течение 24 часов;

производить при проходе (проезде) в зону проведения контртеррористической операции и при выходе (выезде) из указанной зоны личный досмотр граждан, досмотр находящихся при них вещей, досмотр транспортных средств и провозимых на них вещей, в том числе и с применением технических средств;

использовать в служебных целях средства связи, принадлежащие гражданам, государственным органам и иным организациям независимо от форм собственности;

использовать в случаях, не терпящих отлагательства, транспортные средства, принадлежащие государственным органам, организациям независимо от форм собственности и гражданам (за исключением транспортных средств, которые законодательством Республики Беларусь или международными договорами освобождены от такого использования), для предотвращения террористической акции, для преследования и задержания лиц, совершивших террористическую акцию, или для доставления лиц, нуждающихся в срочной медицинской помощи, в лечебные учреждения, а также для проезда к месту происшествия.

В зоне проведения контртеррористической операции деятельность работников средств массовой информации регулируется руководителем оперативного штаба по управлению контртеррористической операцией (руководителем контртеррористической операции).

Статья 14. Ведение переговоров с террористами

При проведении контртеррористической операции в целях сохранения жизни и здоровья людей, материальных ценностей, а также изучения возможности пресечения террористической акции без применения силы допускается ведение переговоров с

террористами.

К ведению переговоров с террористами допускаются только лица, специально уполномоченные на то руководителем оперативного штаба по управлению контртеррористической операцией (руководителем контртеррористической операции).

При ведении переговоров с террористами в качестве условия прекращения ими террористической акции не должны рассматриваться вопросы о выдаче террористам каких бы то ни было лиц, передаче им оружия, боеприпасов и иных средств и предметов, применение которых может создать угрозу жизни и здоровью людей, а также вопрос о выполнении политических требований террористов.

Ведение переговоров с террористами не может служить основанием или условием их освобождения от ответственности за совершенные деяния.

Статья 15. Информирование общественности о террористической акции

При проведении контртеррористической операции информирование общественности о террористической акции осуществляется в формах и объеме, определяемых руководителем оперативного штаба по управлению контртеррористической операцией (руководителем контртеррористической операции) или представителем указанного штаба, ответственным за поддержание связи с общественностью.

При проведении контртеррористической операции не допускается распространение информации:

раскрывающей специальные приемы и тактику проведения контртеррористической операции;

затрудняющей проведение контртеррористической операции и создающей угрозу жизни и здоровью людей, оказавшихся в зоне проведения контртеррористической операции или находящихся за пределами указанной зоны;

служащей пропаганде или оправданию терроризма; содержащей сведения о сотрудниках специальных подразделений, членах оперативного штаба по управлению контртеррористической операцией, а также о лицах, оказывающих содействие в проведении указанной операции.

Статья 16. Окончание контртеррористической операции

Контртеррористическая операция считается оконченной, когда террористическая акция пресечена (прекращена) и ликвидирована угроза жизни и здоровью людей, находящихся в зоне проведения контртеррористической операции.

Решение об объявлении контртеррористической операции оконченной принимает руководитель оперативного штаба по управлению контртеррористической операцией (руководитель контртеррористической операции).

ГЛАВА 4
ВОЗМЕЩЕНИЕ ВРЕДА, ПРИЧИНЕННОГО В РЕЗУЛЬТАТЕ
ТЕРРОРИСТИЧЕСКОЙ АКЦИИ, И СОЦИАЛЬНАЯ РЕАБИЛИТАЦИЯ
ЛИЦ, ПОСТРАДАВШИХ В РЕЗУЛЬТАТЕ ТЕРРОРИСТИЧЕСКОЙ АКЦИИ

Статья 17. Возмещение вреда, причиненного в результате террористической акции или проведения контртеррористической операции

Возмещение вреда, причиненного гражданам и организациям в результате террористической акции или проведения контртеррористической операции, производится за счет средств республиканского бюджета с последующим взысканием сумм этого возмещения с причинителя вреда в порядке, установленном законодательством Республики Беларусь.

Статья 18. Социальная реабилитация лиц, пострадавших в результате террористической акции

Социальная реабилитация лиц, пострадавших в результате террористической акции, включает в себя правовую помощь, их психологическую, медицинскую, профессиональную реабилитацию, трудоустройство и обеспечение жильем помещениями.

Социальная реабилитация лиц, пострадавших в результате террористической акции, а также лиц, перечисленных в статье 19 настоящего Закона, производится за счет средств республиканского бюджета.

Порядок осуществления социальной реабилитации лиц, пострадавших в результате террористической акции, определяется Советом Министров Республики Беларусь.

ГЛАВА 5
ПРАВОВАЯ И СОЦИАЛЬНАЯ ЗАЩИТА ЛИЦ,
УЧАСТВУЮЩИХ В БОРЬБЕ С ТЕРРОРИЗМОМ

Статья 19. Лица, участвующие в борьбе с терроризмом и подлежащие правовой и социальной защите

Правовой и социальной защите подлежат:
лица, участвующие (участвовавшие) в борьбе с терроризмом;
лица, содействующие на постоянной или временной основе государственным органам, осуществляющим борьбу с терроризмом, в предупреждении, выявлении, пресечении террористической деятельности и минимизации ее последствий.

Члены семей лиц, перечисленных в абзацах втором и третьем части первой настоящей статьи, подлежат правовой и социальной защите, если необходимость в обеспечении их защиты вызвана участием таких лиц в борьбе с терроризмом.

Социальная защита лиц, указанных в частях первой и второй настоящей статьи, осуществляется в порядке, установленном Президентом Республики Беларусь или по его поручению Советом

Министров Республики Беларусь.

Статья 20. Возмещение вреда лицам, участвующим в борьбе с терроризмом

Вред, причиненный здоровью или имуществу лиц, перечисленных в статье 19 настоящего Закона, в связи с их участием в борьбе с терроризмом, возмещается в порядке, определяемом законодательством Республики Беларусь.

Статья 21. Освобождение от ответственности за причинение вреда при проведении контртеррористической операции

При проведении контртеррористической операции на основании и в пределах, установленных законодательством, допускается причинение вреда жизни, здоровью и имуществу террористов, а также иным правоохраняемым интересам.

Лица, участвующие в борьбе с терроризмом, в соответствии с законодательством Республики Беларусь освобождаются от ответственности за вред, причиненный при проведении контртеррористической операции.

ГЛАВА 6 ОТВЕТСТВЕННОСТЬ ЗА УЧАСТИЕ В ТЕРРОРИСТИЧЕСКОЙ ДЕЯТЕЛЬНОСТИ

Статья 22. Ответственность за участие в террористической деятельности

Лица, принимавшие участие в террористической деятельности, несут ответственность, предусмотренную законодательством Республики Беларусь.

Статья 23. Ответственность организации за террористическую деятельность

Организация, зарегистрированная в Республике Беларусь, признается террористической на основании решения суда и ликвидируется в установленном законодательством порядке. При ликвидации организации, признанной террористической, принадлежащее ей имущество конфискуется.

В случае признания судом Республики Беларусь международной организации (ее отделения, филиала, представительства), зарегистрированной за пределами Республики Беларусь, террористической ее деятельность на территории Республики Беларусь запрещается, отделение (филиал, представительство) ликвидируется, а принадлежащее ему имущество и имущество указанной международной организации, находящиеся на территории Республики Беларусь, конфискуются.

ГЛАВА 7
КОНТРОЛЬ И НАДЗОР ЗА ДЕЯТЕЛЬНОСТЬЮ
ПО БОРЬБЕ С ТЕРРОРИЗМОМ

Статья 24. Контроль за деятельностью по борьбе с терроризмом

Контроль за деятельностью государственных органов, ведущих борьбу с терроризмом, осуществляется Президентом Республики Беларусь и Советом Министров Республики Беларусь.

Статья 25. Надзор за деятельностью по борьбе с терроризмом

Надзор за исполнением законодательства по борьбе с терроризмом осуществляют Генеральный прокурор Республики Беларусь и подчиненные ему прокуроры в пределах их компетенции.

ГЛАВА 8
ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 26. Вступление в силу настоящего Закона

Настоящий Закон вступает в силу со дня его официального опубликования.

Статья 27. Приведение актов законодательства в соответствие с настоящим Законом

Совету Министров Республики Беларусь в течение трех месяцев со дня официального опубликования настоящего Закона:

подготовить и внести в установленном порядке в Палату представителей Национального собрания Республики Беларусь предложения о приведении законодательных актов Республики Беларусь в соответствие с настоящим Законом;

привести решения Правительства Республики Беларусь в соответствие с настоящим Законом;

обеспечить пересмотр и отмену республиканскими государственными органами, подчиненными Совету Министров Республики Беларусь, их нормативных правовых актов, противоречащих настоящему Закону;

принять нормативные правовые акты, обеспечивающие реализацию положений настоящего Закона.

Президент Республики Беларусь А.ЛУКАШЕНКО